

POUR UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE !

Et si un vent nouveau soufflait en Europe. Et si les États membres reconnaissaient - enfin - la nécessité de mener une politique industrielle pour faire face au *dumping* des Chinois, aux délires de Trump... Encore faut-il que cette stratégie soit menée à l'échelle européenne.

Les propos de Peter Altmaier, ministre allemand de l'Économie, sur la nécessité d'une « politique industrielle » sont le signe indubitable que la pensée économique est en train de changer en Europe – et en profondeur. Ce terme était jusque-là remis dans les couloirs du ministère de l'Économie de l'Invalidenstrasse, à Berlin-Mitte. Pour peu que vous défendiez la politique industrielle, vous étiez immédiatement suspecté d'œuvrer en sous-main pour un étatisme économique à la française, et d'être un Colbertiste sur le retour. Les amoureux d'une authentique économie de marché libérale vous auraient certainement mis à distance. Ou bien, si vous étiez proche de l'aile gauche du SPD, des sourcils suspicieux vous auraient signifié qu'un examen plus attentif de votre cas révélerait à coup sûr la présence d'un cadavre communiste dans votre placard. Mais aujourd'hui, le plaidoyer d'Altmaier en faveur d'une politique industrielle rencontre un écho favorable au sein du quartier général de la BDI, la Fédération de l'Industrie allemande. L'impact de la concurrence croissante des puissances industrielles émergentes doublée de leur nationalisme économique et combiné à l'intransigeance du « America First ! » du Président Trump, ont déplacé le curseur de notre pensée économique.

La Commission européenne a été plus prompte à comprendre que l'Europe devait s'adapter à cette nouvelle réalité qui voit nos concurrents internationaux adopter des politiques industrielles fortes. Certains le font ouvertement, comme la Chine avec sa grandiose stratégie « Made In China 2025 ». D'autres, comme la Corée ou le Japon, s'en tiennent, comme par le passé, à une coopération approfondie entre les institutions étatiques et les principaux acteurs industriels. Même les Américains s'y sont mis. Leur politique industrielle s'appelle :



© Evgeny Gromov

le Département de la Défense. Ce fut l'une des avancées de la Commission Barroso II que de dessiner à grands traits une politique industrielle européenne fondée sur quatre axes transversaux : promouvoir la technologie, faciliter l'accès au financement, permettre aux marchés de sépanouir et encourager les investissements en compétences et en capital humain.

Risques d'une stratégie purement défensive

Malheureusement, la Commission n'est pas parvenue à convaincre les États membres d'unir leurs efforts pour mener à bien cette politique industrielle moderne au niveau communautaire. Comme on pouvait s'y attendre, c'est Berlin qui s'est montré le plus réticent. Et même aujourd'hui, Altmaier n'a retenu qu'en partie la leçon : une politique industrielle, d'accord, mais européenne ? Vraiment ? Pourtant, quiconque observe le monde sans œillères sera facilement convaincu que l'Europe doit s'unir si elle veut relever les défis technologiques, financiers et de l'innovation posés par les principaux blocs économiques du reste de la planète. Super-ordinateurs, Intelligence artificielle, économie circulaire, *advanced manufacturing*, efficacité énergétique progressive, *leadership* dans le domaine de l'utilisation efficiente des ressources... Autant de domaines-clés où le progrès industriel ne peut être mené uniquement à l'échelle des États membres.

La Commission Juncker a perdu du temps au regard de cet objectif. Aucun de ces membres ne semble avoir l'intérêt, l'énergie, le pouvoir ou la focale nécessaires pour reprendre les choses là où Barroso les a laissées.

Je crois que les cinq ou sept prochaines années seront décisives pour l'avenir de l'industrie européenne. Nous tentons de résister au *dumping* chinois, nous commençons à examiner les « investissements directs étrangers »¹⁾ à caractère sensible, nous résistons à la politique commerciale délirante de Trump mais sans une politique industrielle européenne ambitieuse, énergique et coordonnée, nous resterons cantonnés à une stratégie purement défensive. Or, comment marquer un but quand on reste en défense ? Il faudra, bien sûr, régler un certain nombre de problèmes pratiques et stratégiques. Comment concilier éco-innovation et innovation numérique ? Comment faire en sorte que les petites et moyennes entreprises, colonne vertébrale de l'industrie européenne, soient au cœur de cette stratégie ?

Toutes ces questions et d'autres devront être réglées à temps. Ce qui veut dire : au tout début du mandat du prochain Parlement européen. Mais si nous ne travaillons pas de concert, si nous ne mettons pas en œuvre une politique industrielle commune, les efforts nationaux resteront trop fragmentaires pour être couronnés de succès. Souvenons-nous d'ailleurs que dans un rapport adopté en 2013, le Parlement européen avait inventé un charmant acronyme pour décrire l'objectif de tous ces efforts : RISE, *Renaissance of Industry for a Sustainable Europe*. 🔄

Reinhard Bütikofer, député européen (groupe les Verts), membre de la Commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Énergie

1) Les IDE sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention, pour une entité résidente dans une économie, d'acquiescer un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie.